



6 candidats aux Elections Présidentielles partagent avec France Qualité la place de la Nouvelle Qualité dans leurs projets

Paris, le 4 avril 2022. Suivant son objectif N°1 de « *Susciter un réflexe Nouvelle Qualité dans les sphères politiques et institutionnelles* », France Qualité, l'association représentative des professionnels des démarches de progrès et de maîtrise des risques, a adressé en février un questionnaire aux douze candidats à l'élection présidentielle pour connaître la place que tient la Qualité dans leurs projets. A l'échéance, six d'entre eux étaient revenus vers France Qualité, qui partage aujourd'hui leurs retours.



Les questions étaient les suivantes :

- Qu'évoque pour vous la Qualité au sens large, c'est-à-dire les démarches d'amélioration continue des performances et de maîtrise des risques ?
- En quoi considérez-vous que la Qualité constitue ou puisse constituer un enjeu d'intérêt national, un levier/axe de développement pour le pays ?
- Si vous êtes élu(e) Président(e) de la République, quelles actions concernant la Qualité pourraient figurer dans votre programme de gouvernement ?
- Beaucoup de professionnels ont une activité participant de la Fonction/Filière Qualité : souhaitez-vous leur faire passer un message par notre intermédiaire ?

Les candidats ont opté pour des références à leur programme électoral : les équipes de quatre des intéressés ont fait valoir le contenu de propositions de campagne (certaines touchant aux démarches de progrès et de maîtrise des risques et/ou requérant un support méthodologique en termes de déploiement), tandis que les deux autres ont pris contact avec France Qualité via un parlementaire / porte-parole.

La compilation consolidée et aussi homogénéisée que possible des différents éléments de contenu figure ci-dessous, repris au mot près et dans l'ordre de présentation de chaque programme.

Anne Hidalgo

« Fondée sur le maintien des cycles de fertilité et de l'équilibre entre élevage et culture, l'agroécologie doit viser l'amélioration continue de la production alimentaire, payée au prix juste au producteur. Elle doit ainsi permettre la valorisation de la qualité des produits par une commercialisation effectivement maîtrisée par les producteurs.

La lutte contre la précarité alimentaire et pour une nourriture de qualité pour tous est une priorité. Nous mettrons en œuvre des contrats de filière sur cinq ans avec l'industrie agroalimentaire, mesurés et évalués autour d'objectifs d'amélioration de la qualité alimentaire et conduirons une grande clarification des labels et étiquetages pour donner aux citoyens le pouvoir de peser sur l'économie agricole et alimentaire.

Le financement de l'hôpital public et de la santé publique sera transformé. Je fonderai les modalités d'évolution et de maîtrise de nos dépenses de santé sur des Objectifs Nationaux de Santé Publique et non plus uniquement sur des indicateurs budgétaires.

Je mettrai en œuvre un grand plan de prévention et de prise en charge des maladies chroniques qui affectent le plus notre population. Tous les leviers seront mobilisés, la santé environnementale, la qualité de l'air et de l'alimentation, la santé scolaire, la prévention des addictions.

La réindustrialisation de la France est indispensable pour recréer des emplois de qualité, redynamiser nos territoires et garantir notre indépendance.

Nous conditionnerons toutes les aides publiques à un engagement formel de respecter des critères sociaux et environnementaux.

Il est temps de relancer l'effort de recherche et développement en France, car c'est une condition du progrès économique, social et environnemental.

Dans cet effort, la recherche publique sera privilégiée, en particulier dans les secteurs relatifs aux quatre odyssées stratégiques (santé, énergie, mobilité et numérique). »

Yannick Jadot

« Nous préserverons les espaces naturels. Nous atteindrons 40 % d'aires protégées sur le territoire français terrestre d'ici 2030. Nous offrirons aussi à chaque citoyen-ne un accès à la nature. Nous mettrons en œuvre des plans de gestion des aires afin d'améliorer leur gouvernance et leur surveillance.

Nous inscrirons la protection du climat dans la Constitution. Nous y inscrirons aussi le principe de non-régression : la protection de l'environnement ne pourra faire l'objet que d'une amélioration constante. Nous reconnaitrons le crime d'écocide et mettrons fin à l'impunité des pollueurs. Nous créerons un Défenseur des droits de la Nature.

Pour une politique zéro-déchets. Notre politique de compostage territorialisée permettra de valoriser 85 % des bio-déchets à horizon 2025.

Pour permettre l'accès à la nourriture pour les populations les plus démunies, il est urgent de créer les conditions d'une démocratie alimentaire qui permette une alimentation choisie, de qualité, en quantité suffisante et accessible à toute la population, quels que soient ses revenus.

Nous proposons un plan majeur de réindustrialisation, créateur de centaines de milliers d'emplois partout sur les territoires.

Notre second enjeu sera de soutenir l'innovation dans les filières d'avenir. Par l'introduction d'une conditionnalité stricte des aides publiques aux entreprises selon des critères sociaux et environnementaux.

Par la généralisation d'une politique d'achats responsables au service des entreprises, et des petites et moyennes entreprises, davantage que des grands Groupes.

Au-delà de la croissance, toutes nos réformes seront guidées par des indicateurs climatiques et sociaux.

Nous adopterons les principes de l'économie sociale et solidaire.

Nous rendrons le travail soutenable pour tou-te-s.

Nous ferons de la santé environnementale une priorité. »

Jean Lassalle

« Redonner vie au Conseil Économique, Social et Environnemental. Lui donner un rôle d'incubateur, un lieu de réflexion dans lequel infuseraient des idées issues de la Recherche et des aspirations citoyennes (propositions émanant de Comités locaux). Une caisse de résonance de l'opinion publique et des experts.

Créer une commission réunissant l'ensemble des acteurs de la Recherche, habilitée à lever les brevets dont l'usage et l'exploitation sont vitaux.

Créer une unité de gestion des crises liées à la Santé (pandémies...). Constituée de spécialistes, de travailleurs et d'usagers de la Santé, cette unité aurait pour mission de prévoir une organisation nationale en lien avec les Préfets et les élus locaux.

Valoriser l'alternance et les filières professionnelles. Il s'agit de mettre en œuvre une formation générale et une formation professionnalisante, avec un retour systématique à l'apprentissage.

Relancer notre économie, revitaliser nos territoires.

Réaliser un audit citoyen de la dette. Réaliser un audit du droit du travail pour simplifier les règles qui pèsent sur les épaules des employeurs et des salariés.

Définir un plan Marshall pour la réindustrialisation de la France.

Assurer un toit à chaque personne sans abri. D'abord en améliorant l'information et la prévention.

Reconnaitre aux 17,8 millions de retraités la qualité et le statut de troisième partenaire social officiel. Leur donner à parité avec les deux autres partenaires (syndicats de salariés et organisations professionnelles d'employeurs) l'accès au Conseil Économique, Social et Environnemental, à toutes les caisses qui les concernent sans exception.

Conditionner l'octroi des Signes de Qualité et d'Origine (SIQO ; labels, AOC, AOP...).

Les conditionner à la transmissibilité des exploitations agricoles aux générations à venir (taille, capital), au bien-être des paysans, aux qualités gustatives ainsi qu'aux bienfaits pour la santé des consommateurs. »

Emmanuel Macron

« Un projet d'émancipation, de progrès pour chacun. Avoir confiance dans le progrès.

Instaurer un grand débat permanent avec les citoyens. Une méthode nouvelle pour essayer de lever complètement les blocages qui parfois nous ont paralysés. Convention citoyenne sur le thème de la fin de vie. Quelque chose de différent concernant l'éducation et la santé.

Faire dépendre la rémunération des dirigeants des grandes entreprises du respect des objectifs environnementaux et sociaux.

Aider mieux les territoires face aux catastrophes naturelles.

Investir massivement pour l'indépendance agricole, industrielle et créative.

Investir 30 milliards d'euros dans les secteurs d'avenir : mini-lanceurs spatiaux, biomédicaments, semi-conducteurs, réacteurs nucléaires, développement des grandes entreprises du numérique, cloud, intelligence artificielle, ...

Investir à la fois dans le nucléaire et les énergies renouvelables pour produire davantage d'électricité décarbonée. Et ce, par souci de transition écologique et de souveraineté nationale. Atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.

Créer des filières vertes 100 % françaises, sans recours à l'exportation, dans des secteurs énergétiques et écologiques stratégiques : l'éolien, le solaire et les véhicules électriques.

Réduire massivement les exportations de déchets par le développement de filières industrielles françaises de recyclage.

En matière de santé, renforcer la politique de prévention, la simplification de l'hôpital et de sa gouvernance, l'amélioration de l'accès aux soins en urgence.

Viser la rénovation thermique de 700 000 logements par an.

Mieux planifier les besoins en termes de compétences de la nation. Réformer le lycée professionnel pour en faire une voie d'excellence.

Simplifier et territorialiser l'action publique. »

Valérie Pécresse

« Valérie Pécresse s'engage pour une écologie des résultats. Face à l'urgence climatique, elle mettra en place une écologie des solutions et non une écologie punitive ou antisociale. L'objectif est l'atteinte de la neutralité carbone 2050, sans hausse d'impôt. Nous engagerons des moyens exceptionnels pour la transition écologique : 120 milliards d'euros grâce au livret vert, fusion du livret A et du livret Développement Durable, et les 15 milliards d'euros de la fiscalité écologique serviront exclusivement à financer des actions en faveur de l'environnement.

Projeter notre économie au XXIème siècle. Simplifier la vie des entreprises par la débureaucratiation et la simplification. Retrouver un État stratège pour réindustrialiser la France et pour produire plus, mieux et plus local.

Bâtir une Nouvelle France décentralisée. Confier aux départements la politique de prévention en matière de santé et la médecine scolaire. Être au rendez-vous du défi climatique en introduisant davantage de nature dans les villes.

Renouer avec une grande ambition d'aménagement du territoire.

Améliorer la transition écologique grâce au numérique.

Engager un plan massif de rattrapage des retards de soins, par la mobilisation exceptionnelle de toutes les ressources du système de santé, et un vaste effort de prévention. Faire de l'école et de l'entreprise les premiers lieux de prévention.

Confier de nouvelles responsabilités aux professionnels de santé et enrichir leur rôle et leurs compétences en matière de prévention.

Retrouver une « qualité de ville » grâce à une politique de peuplement assumée.

Confier aux maires la politique du peuplement grâce à un « grand pacte de mixité sociale ».

Instaurer une traçabilité totale des produits agricoles et agroalimentaires et l'étiquetage généralisé de l'origine des produits. »

Fabien Roussel

*« Pour l'emploi et le climat, je lancerai un grand plan de réindustrialisation de la France.
Il faut répondre aux défis écologiques et humains en s'attaquant aux logiques destructrices du capitalisme et en portant un plan de 140 milliards d'euros pour l'emploi et le climat.
Un droit d'alerte pour les salariés et le blocage des délocalisations.
Des conférences permanentes pour l'emploi, la formation, la transformation écologique des productions seront organisées.
Un plan de développement de l'hôpital public sera mis en place.
L'aménagement du territoire permettra que l'utilisateur trouve, près de chez lui, un bouquet de services publics de proximité.
L'ensemble des aides publiques aux entreprises sera conditionné à l'embauche de jeunes en contrat à durée indéterminée (CDI) et à la formation professionnelle.
Un effort soutenu de formation continue et de requalification des salarié-e-s sera entrepris dans les filières industrielles stratégiques.
Un plan national de construction, rénovation et baisse des loyers sera élaboré pour que toutes et tous puissent accéder à des logements de qualité.
Les financements associatifs seront redéfinis. Le crédit d'impôt sur les dons sera porté à 75 % pour favoriser les activités du secteur. L'emploi associatif fera l'objet d'un soutien particulier. 100 000 emplois d'utilité publique seront créés, et les associations d'éducation populaire seront prioritaires.
Moyens pour reconstruire une France des Jours heureux. Création d'un fonds de financement de l'économie sociale et solidaire.
Une nouvelle étape de décentralisation sera mise en œuvre.
Une politique volontariste de développement industriel, agricole, de l'économie de la mer sera impulsée afin de permettre aux populations de vivre et de travailler dans les territoires d'outre-mer. »*

Pour plus d'infos, veuillez contacter le service de presse.

Contact presse : Nouvelles Graines
Clémence Rebours - 06 60 57 76 43
c.rebours@nouvelles-graines.com

A propos de France Qualité – Créée en 2012, l'Association France Qualité Performance (AFQP), dite France Qualité, rassemble 1 950 adhérents publics et privés en France à travers ses 11 composantes territoriales. Bien au-delà de la certification, l'association promeut une « Nouvelle Qualité » qui intègre le Management, la Stratégie, la QVT, l'Expérience client, la RSE et l'Excellence Opérationnelle, pour un pilotage de l'ensemble des composantes de la performance de l'organisation. France Qualité mise pour cela sur le partage des bonnes pratiques, produit des publications de référence telles que Quali'Bord ou des livres blancs et organise des forums et événements en région et au plan national (plus de 300 par an) ainsi que les Prix Nationaux de la Qualité et le Trophée Leader Qualité. www.qualiteperformance.org